



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ Αρ. Φύλλου **10**

26 Ιανουαρίου 1995

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2280

Κύρωση Πρωτοκόλλου προνομίων και ασυλιών του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Τηλεπικοινωνιών μέσω δορυφόρου (EU-TELSAT).

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Πρωτόκολλο προνομίων και ασυλιών του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Τηλεπικοινωνιών μέσω δορυφόρου (EUTELSAT), που υπογράφηκε στο Παρίσι στις 13 Φεβρουαρίου 1987, του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE (EUTELSAT)

LES ETATS PARTIES AU PRESENT PROTOCOLE:

CONSIDERANT la Convention portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) et l'Accord d'exploitation ouverts à la signature à Paris le 15 juillet 1982 et, notamment, les articles IV et XVII, paragraphe c) de la Convention,

NOTANT qu' EUTELSAT a conclu un Accord de siège avec le Gouvernement de la République Française le 15 novembre 1985,

CONSIDERANT que l'objet du présent Protocole est de faciliter la réalisation de l'objectif d' EUTELSAT et de garantir la bonne exécution de ses fonctions,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article 1
Définitions

Aux fins du présent Protocole:

a) le terme "Convention" désigne la Convention portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT), y compris ses Annexes, ouverte à la signature à Paris le 15 juillet 1982;

b) l'expression "Accord d'exploitation" désigne l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT), y compris ses Annexes, ouvert à la signature à Paris le 15 juillet 1982;

c) l'expression "Partie à la Convention" désigne un Etat à l'égard duquel la Convention est entrée en vigueur ou a été provisoirement appliquée;

d) l'expression "Partie abritant le siège" désigne la Partie à la Convention sur le territoire de laquelle EUTELSAT a établi son siège;

e) le terme "Signataire" désigne l'organisme de télécommunications ou la Partie qui a signé l'Accord d'exploitation et à l'égard duquel ledit Accord est entré en vigueur ou a été provisoirement appliqué;

f) l'expression "Partie au Protocole" désigne un Etat à l'égard duquel le présent Protocole est entré en vigueur;

g) l'expression "membre du personnel" désigne le Directeur général et tout autre membre du personnel recruté par EUTELSAT qui est employé exclusivement par cette dernière, rémunéré par celle-ci et soumis à son Statut du personnel;

h) le terme "représentants" désigne les représentants des Parties à la Convention et les représentants des Signataires comprenant leurs chefs de délégation, suppléants et conseillers respectifs;

i) le terme "archives" désigne tous les dossiers appartenant à EUTELSAT ou détenus par elle, tels que les documents, la correspondance, les manuscrits, les photographies, les programmes d'ordinateurs, les films et les enregistrements;

j) l'expression "activités officielles" désigne les activités menées par EUTELSAT dans le cadre de ses objectifs tels qu'ils sont définis dans la Convention;

k) le terme "expert" désigne une personne, autre qu'un membre du personnel, nommée pour exécuter une tâche précise pour le compte ou au nom d' EUTELSAT et aux frais de cette dernière;

l) l'expression "secteur spatial d' EUTELSAT" désigne le secteur spatial dont EUTELSAT est propriétaire ou locataire tel que défini dans la Convention;

m) le terme "biens" désigne tout ce qui peut faire l'objet

d'un droit de propriété, y compris les droits contractuels:

n) l'expression "Directeur général" désigne le Directeur général d' EUTELSAT.

Article 2
Inviolabilité des archives

Les archives d' EUTELSAT sont inviolables, où qu'elles se trouvent et quel qu'en soit le détenteur.

Article 3
Immunité de juridiction et d' exécution d' EUTELSAT

1) EUTELSAT bénéficie, dans l'exercice de ses activités officielles, de l'immunité de juridiction, sauf dans les cas suivants:

a) lorsque le Directeur général renonce expressément à ladite immunité dans un cas particulier;

b) lorsqu' une action civile est intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automobile ou tout autre moyen de transport appartenant à EUTELSAT ou circulant pour son compte, ou en cas d'infraction à la réglementation routière intéressant le véhicule ou le moyen de transport précité;

c) pour la saisie, en exécution d'une décision juridictionnelle sans appel, des traitements et émoluments, y compris les pensions, dus par EUTELSAT à un membre ou à un ancien membre du personnel;

d) dans le cas d'une demande reconventionnelle directement liée à une action judiciaire intentée par EUTELSAT;

e) pour l'exécution d'une décision arbitrale rendue en vertu de l'article XX de la Convention ou de l'article 20 de l'Accord d'exploitation.

2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), aucune action ayant trait aux droits et obligations en vertu de la Convention ou de l'Accord d'exploitation ne peut être intentée contre EUTELSAT devant les tribunaux des Parties au présent Protocole par des Parties à la Convention, des Signataires ou des personnes agissant pour le compte de ceux-ci ou faisant valoir des droits cédés par ceux-ci.

3) a) Le secteur spatial d' EUTELSAT, où qu'il se trouve et quel qu'en soit le détenteur, est exempt de toute perquisition, contrainte, réquisition, saisie, confiscation, expropriation, mise sous séquestre ou de toute autre forme d'exécution, que ce soit par décision exécutoire, administrative ou judiciaire;

b) Tous les autres biens d' EUTELSAT, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent des immunités énoncées à l'alinéa a) du paragraphe 3), sauf lorsqu'il s'agit:

i) d'une saisie ou d'une exécution opérée en application d'une décision juridictionnelle sans appel prononcée dans le cadre de toute action intentée contre EUTELSAT en application du paragraphe 1);

ii) de toute mesure prise conformément à la législation de l' Etat intéressé lorsqu'elle est temporairement nécessaire à la prévention des accidents qui mettent en cause des véhicules automobiles ou d'autres moyens de transport appartenant à EUTELSAT ou circulant pour son compte, ainsi qu'à l'enquête dont ces accidents font l'objet;

iii) d' une expropriation de biens immobiliers pour cause d'utilité publique, et sous réserve du prompt paiement d'une indemnité équitable, à condition que ladite expropriation ne porte pas préjudice aux fonctions et activités d' EUTELSAT.

Article 4
Dispositions fiscales et douanières

1) Dans le cadre de ses activités officielles, EUTELSAT, ses biens et ses revenus sont exonérés de tous impôts directs.

2) Lorsqu' EUTELSAT effectue des achats importants de marchandises ou de services, nécessaires à l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des taxes ou droits, la Partie au Protocole concernée prend toutes les mesures nécessaires à la remise ou au remboursement du montant des taxes et droits de cette nature.

3) Dans le cadre de ses activités officielles, EUTELSAT est exonérée des droits de douane et impôts afférents au secteur spatial d' EUTELSAT et aux matériels importés ou exportés intéressant le lancement de satellites destinés à faire partie du secteur spatial d' EUTELSAT.

4) Les marchandises acquises par EUTELSAT ou pour son compte dans le cadre de ses activités officielles sont exonérées de toutes interdictions et restrictions d' importation ou d'exportation.

5) Aucune exonération n'est accordée pour les impôts et droits qui représentent la rémunération de services particuliers rendus.

6) Aucune exonération n'est accordée pour les marchandises acquises ou les services obtenus par EUTELSAT pour l'usage personnel des membres du personnel.

7) Les marchandises exonérées en vertu des dispositions du présent article ne doivent pas être cédées, louées ou prêtées, à titre temporaire ou permanent, ni vendues, à moins que ce ne soit à des conditions fixées par la Partie au Protocole qui a accordé l'exonération. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas au transfert de marchandises entre différents locaux d' EUTELSAT.

8) Les versements effectués par EUTELSAT au bénéfice d'un Signataire conformément à l'Accord d'exploitation sont exonérés de tout impôt national par toute Partie au Protocole autre que celle ayant désigné ledit Signataire.

Article 5
Fonds, devises et valeurs

EUTELSAT peut recevoir et détenir des fonds, des devises ou des valeurs de toute nature et en disposer librement dans le cadre de n' importe laquelle de ses activités officielles. Elle peut détenir des comptes dans n' importe quelle monnaie dans la mesure nécessaire pour la mise en oeuvre de ses activités officielles.

Article 6
Communications et publications officielles

1) En ce qui concerne ses communications officielles, ainsi que la diffusion de tous ses documents, EUTELSAT bénéficie, sur le territoire de chaque Partie au Protocole, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est généralement accordé aux organisations intergouvernementales équivalentes en matière de priorités, tarifs et taxes sur le courrier et sur tous moyens de télécommunications, dans la mesure où un tel traitement est compatible avec tous autres accords internationaux auxquels la Partie au Protocole a accédé.

2) En ce qui concerne ses communications officielles,

EUTELSAT peut employer tous moyens de communication appropriés, y compris des messages codés ou chiffrés. Les Parties au Protocole n'imposent aucune restriction aux communications officielles d' EUTELSAT, non plus qu'à la diffusion de ses publications officielles. Aucune censure n'est exercée à l'égard desdites communications et publications.

3) La mise en place et l'utilisation par EUTELSAT, sur le territoire d'une Partie au Protocole, d'une station radio seront autorisées et se feront dans le cadre de la législation en vigueur dans le territoire concerné.

Article 7
Représentants des Parties

1) Les représentants des Parties à la Convention jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions officielles et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu où ils exercent ces fonctions, des privilèges et immunités suivants:

a) immunité en cas d'arrestation ou de détention et exemption de la saisie de leurs bagages personnels, sauf en cas de crime grave ou de flagrant délit;

b) l'immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris les paroles et les écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles; cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'une action civile intentée par un tiers pour des dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automobile ou un autre moyen de transport appartenant ou conduit par un représentant ou dans le cas d'une infraction à la réglementation de la circulation routière mettant en cause ce véhicule et commise par lui;

c) inviolabilité de tous papiers et documents officiels se rapportant aux activités officielles d' EUTELSAT;

d) exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers;

e) même traitement, en ce qui concerne les restrictions monétaires et de change, que celui accordé aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

f) même traitement, en ce qui concerne le contrôle douanier de leurs bagages personnels, que celui accordé aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

2) Les dispositions du paragraphe 1) ne sont pas applicables aux relations entre une Partie au Protocole et ses représentants. En outre, les dispositions des alinéas a), d), e) et f) du paragraphe 1) ne sont pas applicables aux relations entre une Partie au Protocole et ses ressortissants ou les personnes résidant à titre permanent sur son territoire.

Article 8
Représentants des Signataires

1) Les représentants des Signataires jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions officielles dans le cadre des activités d' EUTELSAT et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance de leur lieu de travail, des privilèges et immunités suivants:

a) l'immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris les paroles et les écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles; cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'une action civile intentée par un tiers pour des dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automobile ou un autre moyen de transport appartenant ou conduit par un représentant ou dans le cas d'une infraction à la réglementation de la circulation routière mettant en cause ce véhicule et commise par lui;

b) inviolabilité de tous papiers et documents officiels se rapportant aux activités officielles d' EUTELSAT;

c) exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers.

2) Les dispositions du paragraphe 1) ne sont pas applicables aux relations entre une Partie au Protocole et le représentant du Signataire désigné par elle. En outre, les dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 1) ne sont pas applicables aux relations entre une Partie au Protocole et ses ressortissants ou les personnes résidant à titre permanent sur son territoire.

Article 9
Membres du personnel

1) Les membres du personnel jouissent des privilèges et immunités suivants:

a) l'immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris les paroles et les écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles; cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'une action civile intentée par un tiers pour des dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automobile ou un autre moyen de transport appartenant ou conduit par un membre du personnel, ou dans le cas d'une infraction à la réglementation de la circulation routière mettant en cause ce véhicule et commise par lui;

b) exemption, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant à leur foyer, de toutes obligations relatives au service national, y compris le service militaire;

c) inviolabilité de tous papiers et documents officiels se rapportant aux activités officielles d' EUTELSAT;

d) exemption, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers;

e) même traitement, en ce qui concerne les restrictions monétaires et de change, que celui généralement accordé aux membres du personnel d'organisations intergouvernementales;

f) mêmes facilités de rapatriement, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant à leur foyer, que celles accordées aux membres du personnel d'organisations intergouvernementales, en période de crise internationale;

g) droit d'importer en franchise sur le territoire de toute Partie au Protocole leur mobilier et leurs effets personnels, y compris un véhicule automobile, à l'occasion de leur prise de fonctions sur le territoire de l' Etat intéressé, et droit d'exporter ces articles en franchise lors de la cessation de leurs fonctions sur ce territoire, conformément, dans l'un et l'autre cas, aux lois et règlements adoptés par l' Etat intéressé. Toutefois, les marchandises qui ont étés exonérées en vertu des dispositions du présent alinéa ne doivent pas être cédées, louées ou prêtées, à titre permanent ou temporaire, ou vendues, à moins que ce ne soit conformément aux lois et règlements précités.

2) Les traitements et émoluments versés aux membres du personnel par EUTELSAT sont exonérés de l'impôt sur le revenu à compter de la date à laquelle ces membres du personnel sont assujettis à un impôt prélevé par EUTELSAT

sur leurs traitements et émoluments pour son propre compte. Les Parties au Protocole peuvent prendre ces traitements et émoluments en considération pour l'évaluation du montant de l'impôt à prélever sur des revenus émanant d'autres sources. Les Parties au Protocole ne sont pas tenues d'exonérer de l'impôt sur le revenu les pensions ou rentes versées aux anciens membres du personnel.

3) A condition que les membres du personnel soient couverts par un régime de sécurité sociale propre à EUTELSAT, offrant les prestations adéquates, EUTELSAT et les membres de son personnel sont exonérés de toutes contributions obligatoires à des régimes nationaux de sécurité sociale, sous réserve que des accords aient été conclus avec les Parties au Protocole concernées conformément à l'article 21 du présent Protocole ou que d'autres dispositions pertinentes soient en vigueur dans le territoire de cette Partie au Protocole. Cette exemption n'empêche pas une participation volontaire à un système national de sécurité sociale conformément à la législation de la Partie au Protocole intéressée. Elle n'oblige pas davantage une Partie au Protocole à verser des prestations, au titre d'un régime de sécurité sociale, aux membres du personnel qui sont exonérés en application des dispositions du présent paragraphe et qui ne sont pas des participants volontaires comme susmentionné.

4) Les Parties au Protocole ne sont pas tenues d'accorder les privilèges et immunités visés aux alinéas b), d) e) f) et g) du paragraphe 1) à leurs ressortissants ou aux personnes résidant à titre permanent sur leur territoire.

Article 10
Directeur général

1) Outre les privilèges et immunités accordés aux membres du personnel à l'article 9 du présent Protocole, le Directeur général jouit de:

a) l'immunité d'arrestation et de détention, sauf en cas de flagrant délit;

b) l'immunité de juridiction et d'exécution civiles et administratives accordée aux agents diplomatiques, et de l'immunité totale de juridiction pénale; ces immunités ne jouent cependant pas dans le cas d'une action civile intentée par un tiers pour des dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automobile ou un autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui, ou dans le cas d'une infraction à la réglementation de la circulation routière mettant en cause ce véhicule et commise par lui, sous réserve des dispositions de l'alinéa a) ci-dessus;

c) le même traitement en matière de contrôle douanier de ses bagages personnels que celui accordé aux agents diplomatiques.

2) Les Parties au Protocole ne sont pas tenues d'accorder les immunités et le traitement visés au présent article à leurs ressortissants ou aux personnes résidant à titre permanent sur leur territoire.

Article 11
Experts

1) Les experts, durant l'exercice de leurs fonctions liées à EUTELSAT et au cours de leurs voyages à destination et en provenance du lieu de leur mission, jouissent des privilèges et immunités suivants:

a) l'immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris les paroles et les écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles; cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'une action civile intentée par un tiers pour des dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automobile ou un autre moyen de transport appartenant ou conduit par un expert, ou dans le cas d'une infraction à la réglementation de la circulation routière mettant en cause ce véhicule et commise par lui;

b) inviolabilité de tous papiers et documents officiels se rapportant aux activités officielles d' EUTELSAT;

c) même traitement, en ce qui concerne les restrictions monétaires et de change, que celui accordé aux membres du personnel des organisations intergouvernementales;

d) exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers.

2) Les Parties au Protocole ne sont pas tenues d'accorder les privilèges et immunités visés aux alinéas c) et d) du paragraphe 1) à leurs ressortissants ou aux personnes résidant à titre permanent sur leur territoire.

Article 12
Arbitres et autres personnes participant aux procédures d'arbitrage

Chaque fois qu'un différend est soumis à un arbitrage conformément aux dispositions de l'article XX de la Convention, les privilèges et immunités afférents aux arbitres et autres personnes participant aux procédures d' arbitrage sont spécifiés dans un accord particulier entre les parties à l' arbitrage et la Partie sur le territoire de laquelle les procédures doivent avoir lieu.

Article 13
Notification des noms des membres du personnel et des experts

Le Directeur général informe la Partie au Protocole concernée lorsqu'un membre du personnel ou un expert prend ou quitte ses fonctions sur le territoire de cette Partie. En outre, le Directeur général notifie périodiquement à toutes les Parties à la Convention les noms et nationalités des membres du personnel auxquels les dispositions de l'article 9 du présent Protocole s'appliquent.

Article 14
Renonciation

1) Les privilèges et immunités prévus dans le présent Protocole sont accordés aux personnes qui en bénéficient non pas en vue de leur avantage personnel, mais dans le but de leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs fonctions officielles.

2) Lorsque les privilèges et immunités sont de nature à entraver l'action de la justice et dans tous les cas où ils peuvent être levés sans compromettre les buts pour lesquels ils ont été accordés, les autorités mentionnées ci-après ont le droit et le devoir de lever ces privilèges et immunités:

a) les Parties au Protocole, pour ce qui est de leurs représentants et les représentants de leurs Signataires;

b) l'Assemblée des Parties d' EUTELSAT, convoquée, le cas échéant, en session extraordinaire, pour ce qui est d' EUTELSAT;

c) le Conseil des Signataires d' EUTELSAT, pour ce qui est du Directeur général;

d) le Directeur général, pour ce qui est des membres du personnel et des experts.

Article 15
Entrée, séjour et sortie

Les Parties au Protocole prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter l'entrée, le séjour et la sortie des représentants, des membres du personnel et des experts.

Article 16
Respect des lois et règlements

EUTELSAT et toutes les personnes bénéficiant de privilèges et immunités conformément au présent Protocole observent les lois et règlements des Parties au Protocole intéressées et coopèrent à tout moment avec les autorités compétentes de ces dernières, afin d'assurer le respect de leurs lois et règlements et d'empêcher tout abus des privilèges et immunités prévus par le présent Protocole.

Article 17
Sécurité

Chaque Partie au Protocole se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'elle considère nécessaires dans l'intérêt de sa propre sécurité.

Article 18
Règlement des différends

Tout différend entre EUTELSAT et une Partie au Protocole ou entre deux ou plusieures Parties, ayant trait à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, qui n'est pas réglé par voie de négociation sera, à la demande de toute partie au différend, soumis à l'arbitrage conformément à l'article XX et l'Annexe B de la Convention.

Article 19
Clause d'arbitrage dans les contrats écrits

Lors de la conclusion de contrats écrits, autres que ceux conclus conformément au statut du personnel ou ceux dans lesquels le Directeur général a renoncé expressément à l'immunité de juridiction d' EUTELSAT, EUTELSAT est tenue de prévoir le recours à l'arbitrage. La clause d'arbitrage fournit un moyen d'établir la loi et la procédure applicables, la composition du tribunal, le mode de désignation des arbitres, ainsi que le siège du tribunal. L'exécution de la sentence d'arbitrage est régie par les règles en vigueur dans l' Etat sur le territoire duquel elle aura lieu.

Article 20

Règlement des différends relatifs aux dommages, à la responsabilité non contractuelle ou aux membres du personnel ou experts

Toute Partie à la Convention peut soumettre à un arbitrage, conformément aux dispositions de l'article XX et de l'Annexe B de la Convention, tout différend:

a) relatif à un dommage causé par EUTELSAT;

b) impliquant tout autre responsabilité non contractuelle d' EUTELSAT;

c) mettant en cause un membre du personnel ou un expert pour lequel l'intéressé peut se réclamer de l'immunité de juridiction, si cette immunité n'est pas levée.

Article 21
Accords complémentaires

EUTELSAT peut conclure avec toute Partie au Protocole des accords complémentaires ou d'autres arrangements destinés à donner effet aux dispositions du présent Protocole à l'égard de ladite Partie ou encore afin d'assurer la bonne marche d' EUTELSAT.

Article 22
Signature, ratification, adhésion et réserves

1) Le présent Protocole est ouvert à la signature, à Paris, du 13 février 1987 au 31 décembre 1987.

2) Toutes les Parties à la Convention, autres que la Partie abritant le siège, peuvent devenir Parties au présent Protocole par:

a) signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

b) signature sous réserve de ratificaiton, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c) adhésion.

3) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt de l'instrument approprié auprès du Dépositaire tel que défini à l'article 25 du présent Protocole.

4) Des réserves au présent Protocole peuvent être faites conformément au droit international et peuvent être retirées à tout moment par une déclaration à cet effet adressée au Dépositaire.

Article 23
Entrée en vigueur et durée du Protocole

1) Le présent Protocole entre en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle cinq Parties à la Convention remplissent les conditions prévues à l'article 22, paragraphe 2), du présent Protocole.

2) Le présent Protocole cesse d' être en vigueur au moment où la Convention cesse de l'être.

Article 24
Entrée en vigueur et durée à l'égard d' un Etat

1) Le présent Protocole prend effet, à l'égard d'un Etat qui remplit les conditions de l'article 22, paragraphe 2 du présent Protocole, après qu'il est entré en vigueur, le trentième jour suivant la date de la signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation ou du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Dépositaire.

2) Toute Partie au Protocole peut dénoncer le présent Protocole en adressant une notification écrite au Dépositaire. La dénonciation prend effet douze mois après la date à laquelle le Dépositaire a reçu la notification ou à l'expiration de toute période plus longue qui peut être spécifiée dans la notification.

3) Une Partie au Protocole cesse d'être Partie au Protocole à la date à laquelle elle cesse d'être Partie à la Convention.

Article 25
Dépositaire

1) Le Directeur général est le Dépositaire du présent Protocole.

2) Le Dépositaire informe, en particulier, toutes les Parties à la Convention au plus tôt:

a) de toute signature du présent Protocole;

b) du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

d) de la date à laquelle un Etat a cessé d'être Partie au présent Protocole;

e) de toutes autres communications ayant trait au présent Protocole.

3) Lors de l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Dépositaire transmet une copie certifiée conforme de l'original au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement et publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 26
Textes faisant foi

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire en langues française et anglaise, ces deux textes faisant également foi, et est déposé auprès du Dépositaire qui en adresse une copie certifiée conforme à toutes les Parties à la Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Paris, le treize février mil neuf cent quatre-vingt-sept.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΝΟΜΙΩΝ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΩΝ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΜΕΣΩ ΔΟΡΥΦΟΡΟΥ (EUTELSAT)

ΤΑ ΚΡΑΤΗ - ΜΕΡΗ ΤΟΥ ΠΑΡΟΝΤΟΣ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ:

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑ ΥΠΟΨΗ τη Σύμβαση Ίδρυσης του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Τηλεπικοινωνιών μέσω Δορυφόρου (EUTELSAT) και τη Συμφωνία Εκμετάλλευσης που είχαν ανοιχθεί για υπογραφή στο Παρίσι τη 15η Ιουλίου 1982 και κυρίως τα Άρθρα IV και XVII παράγραφος γ) της Σύμβασης,

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑ ΥΠΟΨΗ ότι ο EUTELSAT συνήψε Συμφωνία Έδρας με την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας τη 15η Νοεμβρίου 1985,

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑ ΥΠΟΨΗ ότι το θέμα του παρόντος Πρωτοκόλλου είναι η διευκόλυνση της πραγματοποίησης του αντικειμενικού σκοπού του EUTELSAT και η εγγύηση της καλής εκτέλεσης των λειτουργιών του,

ΣΥΝΟΜΟΛΟΓΗΣΑΝ ΤΑ ΕΞΗΣ:

Άρθρο 1
Ορισμοί

Για τους σκοπούς του παρόντος Πρωτοκόλλου:

α) ο όρος "Σύμβαση" σημαίνει τη Σύμβαση για την ίδρυση του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Τηλεπικοινωνιών μέσω δορυφόρου (EUTELSAT) με τα Παραρτήματά της, που άνοιξε για υπογραφή στο Παρίσι τη 15η Ιουλίου 1982,

β) ο όρος "Συμφωνία Εκμετάλλευσης" σημαίνει τη Συμφωνία Εκμετάλλευσης σχετική με τον Ευρωπαϊκό Οργανισμό Τηλεπικοινωνιών μέσω Δορυφόρου (EUTELSAT), με τα Παραρτήματά της, που άνοιξε για υπογραφή στο Παρίσι τη 15η Ιουλίου 1982,

γ) ο όρος "Μέρος στη Σύμβαση" σημαίνει ένα Κράτος για το οποίο η Σύμβαση ισχύει ή έχει εφαρμοσθεί προσωρινά,

δ) ο όρος "Μέρος της έδρας" σημαίνει το Μέρος της Σύμβασης στο έδαφος του οποίου ο EUTELSAT εγκατέστησε την έδρα του,

ε) ο όρος "Συμβαλλόμενος" σημαίνει τον Οργανισμό των Τηλεπικοινωνιών ή το Μέρος που υπέγραψε τη Συμφωνία Εκμετάλλευσης και ως προς το οποίο η προαναφερθείσα Συμφωνία ετέθη σε ισχύ ή εφαρμόσθηκε προσωρινά,

στ) ο όρος "Μέρος στο Πρωτόκολλο" σημαίνει ένα Κράτος ως προς το οποίο ισχύει το παρόν Πρωτόκολλο

ζ) ο όρος "Μέλος του προσωπικού" σημαίνει το Γενικό Διευθυντή και οποιοδήποτε άλλος μέλος του προσωπικού που έχει προσληφθεί από τον EUTELSAT, που απασχολείται αποκλειστικά από αυτόν, που αμείβεται από αυτόν και υπάγεται στους Κανονισμούς του Προσωπικού του,

η) ο όρος "εκπρόσωποι" σημαίνει τους εκπροσώπους των Μερών της Σύμβασης και τους αντιπροσώπους των Συμβαλλομένων, συμπεριλαμβανομένων των αρχηγών των αντιπροσωπειών, των αναπληρωματικών τους και των συμβούλων,

θ) ο όρος "Αρχεία" σημαίνει όλους τους φακέλους που ανήκουν στον EUTELSAT ή βρίσκονται στην κατοχή του, όπως τα κείμενα, η αλληλογραφία, τα χειρόγραφα, οι φωτογραφίες, τα προγράμματα των υπολογιστών, τα φίλμς και οι μαγνητικές εγγραφές,

ι) ο όρος "Επίσημες δραστηριότητες" σημαίνει τις δραστηριότητες που διεξάγονται από τον EUTELSAT στο πλαίσιο των στόχων του, όπως αυτοί ορίζονται στη Σύμβαση,

κ) ο όρος "εμπειρογνώμων" σημαίνει ένα πρόσωπο, εκτός των μελών του προσωπικού, ορισμένο για να εκτελέσει ένα ειδικό έργο για τον EUTELSAT ή για λογαριασμό του EUTELSAT και με έξοδα του τελευταίου,

λ) ο όρος "Διαστημικός Τομέας του EUTELSAT" σημαίνει το διαστημικό τομέα του οποίου ο EUTELSAT είναι ιδιοκτήτης ή ενοικιαστής, όπως ορίζεται στη Σύμβαση,

μ) ο όρος "Περιουσία" σημαίνει όλα όσα μπορούν να αποτελέσουν αντικείμενο δικαιώματος κυριότητας περιλαμβανομένων των συμβατικών δικαιωμάτων,

ν) ο όρος "Γενικός Διευθυντής" σημαίνει το Γενικό Διευθυντή του EUTELSAT.

Άρθρο 2
Το απαραβίαστο των αρχείων

Τα αρχεία του EUTELSAT είναι απαραβίαστα, όπου και αν βρίσκονται και όποιος και αν είναι ο κάτοχος.

Άρθρο 3
Ετεροδικία και Ασυλία Εκτελέσεως του EUTELSAT

1) Ο EUTELSAT απολαμβάνει, κατά την άσκηση των επίσημων δραστηριοτήτων του, ετεροδικίας εκτός από τις ακόλουθες περιπτώσεις:

α) όταν ο Γενικός παραιτείται ρητά από την προαναφερθείσα ασυλία σε μια συγκεκριμένη περίπτωση,

β) σε περίπτωση αγωγής ενώπιον των πολιτικών δικαστηρίων που εγείρεται από τρίτο για ζημίες που προκύπτουν από ατύχημα, που προκλήθηκε από αυτοκίνητο όχημα ή οποιοδήποτε άλλο μεταφορικό μέσο που ανήκει στον EUTELSAT ή κυκλοφορεί για λογαριασμό του ή συνεπεία παραβάσεως των διατάξεων του Κώδικα Οδικής Κυκλοφορίας, στην οποία παράβαση έχει εμπλακεί το προαναφερόμενο όχημα ή μεταφορικό μέσο,

γ) για την κατάσχεση, σε εκτέλεση οριστικής δικαστικής αποφάσεως μισθών και απολαβών, συμπεριλαμβανομένων των συντάξεων, οφειλομένων από τον EUTELSAT σε ένα μέλος ή σε ένα πρώην μέλος του προσωπικού,

δ) στην περίπτωση ανταγωγής συνδεομένης απευθείας με αγωγή που έχει εγείρει ο EUTELSAT,

ε) για την εκτέλεση διαιτητικής αποφάσεως που εκδίδεται με βάση το Άρθρο XX της Σύμβασης ή το Άρθρο 20 της Συμφωνίας Εκμετάλλευσης.

2) Μη εναντιούμενη στις διατάξεις της παραγράφου 1), καμία αγωγή σχετική με τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις δυνάμει της Σύμβασης ή της Συμφωνίας Εκμετάλλευσης δεν μπορεί να εγερθεί εναντίον του EUTELSAT ενώπιον των δικαστηρίων των Μερών του παρόντος Πρωτοκόλλου από τα Μέρη της Σύμβασης, τους Συμβαλλόμενους ή από άτομα που ενεργούν ή εγείρουν αξιώσεις για λογαριασμό αυτών.

3) α) Ο Διαστημικός Τομέας του EUTELSAT, όπου και αν βρίσκεται και όποιος και αν είναι ο κάτοχος, είναι απαλλαγμένος από κάθε έρευνα, περιορισμό, επίταξη, κατάσχεση, δήμευση, απαλλοτρίωση, θέση υπό μεσεγγύηση ή από κάθε άλλη μορφή εκτέλεσης έστω κι αν αυτή είναι από ενέργεια εκτελεστική, διοικητική ή δικαστική,

β) Όλη η υπόλοιπη περιουσία του EUTELSAT, όπου και αν βρίσκεται και όποιος και αν είναι ο κάτοχος, απολαμβάνει τις ασυλίες που διατυπώνονται στην παράγραφο 3) α) εκτός αν αφορά:

ι) κατάσχεση ή εκτέλεση που έχει γίνει σε εφαρμογή μιας οριστικής δικαστικής αποφάσεως, η οποία απαγγέλθηκε στα πλαίσια αγωγής που εγέρθηκε κατά του EUTELSAT σε εφαρμογή της παραγράφου 1),

ιι) κάθε ενέργεια που έχει γίνει σύμφωνα με τη νομοθεσία του ενδιαφερόμενου Κράτους, όταν αυτό είναι προσωρινά απαραίτητο για την πρόληψη ατυχημάτων που προκαλούν τα αυτοκίνητα οχήματα ή άλλα μεταφορικά μέσα που ανήκουν στον EUTELSAT ή κυκλοφορούν για λογαριασμό του, καθώς και για διενέργεια ανακρίσεων που σχετίζονται με τα ατυχήματα αυτά,

ιιι) απαλλοτρίωση της ακίνητης περιουσίας για λόγους δημόσιας ωφέλειας και με την επιφύλαξη ταχείας καταβολής δίκαιης αποζημίωσης, εφόσον η εν λόγω απαλλοτρίωση δεν προκαλεί ζημιά στις λειτουργίες και τις δραστηριότητες του EUTELSAT.

Άρθρο 4
Δημοσιονομικές και Τελωνειακές διατάξεις

1) Στα πλαίσια των επίσημων δραστηριοτήτων του, ο EUTELSAT, η περιουσία του και τα έσοδά του απαλλάσσονται από κάθε άμεσο φόρο.

2) Όταν ο EUTELSAT πραγματοποιεί σημαντικές αγορές εμπορευμάτων ή υπηρεσιών, απαραίτητες για την άσκηση των επίσημων δραστηριοτήτων του και των οποίων η τιμή περιλαμβάνει φόρους ή δασμούς, το αρμόδιο Μέρος του Πρωτοκόλλου, παίρνει όλα τα απαραίτητα μέτρα για την απόδοση ή επιστροφή του ποσού των φόρων και δασμών.

3) Στα πλαίσια των επίσημων δραστηριοτήτων του, ο EUTELSAT απαλλάσσεται από τελωνειακούς δασμούς και φόρους που επιβάλλονται στο διαστημικό τομέα του EUTELSAT και σε εισαγόμενα ή εξαγόμενα υλικά, που αφορούν την εκτόξευση δορυφόρων που προορίζονται να αποτελέσουν μέρος του Διαστημικού Τομέα του EUTELSAT.

4) Τα εμπορεύματα που αποκτήθηκαν από τον EUTELSAT ή για λογαριασμό του, στα πλαίσια των επίσημων δραστηριοτήτων του, είναι απαλλαγμένα από κάθε απαγόρευση και περιορισμό, εισαγωγής ή εξαγωγής.

5) Καμία απαλλαγή δεν παρέχεται για τους φόρους και δασμούς που αποτελούν αποζημίωση για παρασχεθείσες συγκεκριμένες υπηρεσίες.

6) Καμία απαλλαγή δεν παρέχεται για τα αποκτηθέντα εμπορεύματα ή για υπηρεσίες που παρασχέθηκαν στον EUTELSAT για προσωπική χρήση των μελών του προσωπικού.

7) Τα απαλλασσόμενα εμπορεύματα, δυνάμει των διατάξεων του παρόντος Άρθρου, δεν εκχωρούνται, ενοικιάζονται ή δανείζονται, προσωρινά ή οριστικά, ούτε πωλούνται, παρά μόνο σύμφωνα με τις διατάξεις που ορίζονται από το Μέρος του Πρωτοκόλλου που παρέχει την απαλλαγή.

Εν τούτοις, αυτή η απαγόρευση δεν εφαρμόζεται στη μεταφορά των εμπορευμάτων μεταξύ διαφορετικών χώρων του EUTELSAT.

8) Οι πληρωμές που πραγματοποιήθηκαν από τον EUTELSAT προς όφελος ενός Συμβαλλόμενου, σύμφωνα με τη Συμφωνία Εκμετάλλευσης, απαλλάσσονται από εθνικούς φόρους από κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου, εκτός από το Μέρος αυτό που έχει καθορίσει τον υπόψη Συμβαλλόμενο.

Άρθρο 5
Κεφάλαια, Συνάλλαγμα και Χρεόγραφα

Ο EUTELSAT μπορεί να δέχεται και να διατηρεί κεφάλαια, συνάλλαγμα ή χρεόγραφα πάσης φύσεως και να τα διαθέτει ελεύθερα στα πλαίσια οποιασδήποτε από τις επίσημες δραστηριότητές του.

Μπορεί να διακινεί λογαριασμούς σε οποιοδήποτε νόμισμα, στην έκταση που απαιτείται για την εκτέλεση των επίσημων δραστηριοτήτων του.

Άρθρο 6
Επίσημες Επικοινωνίες και Δημοσιεύσεις

1) Όσον αφορά τις επίσημες επικοινωνίες του, καθώς

και τη διανομή όλων των εγγράφων του, ο EUTELSAT απολαμβάνει στο έδαφος κάθε Μέρους του Πρωτοκόλλου μεταχειρίσεως όχι λιγότερο ευνοϊκής από αυτήν που γενικά παρέχεται στους ισοδύναμους διακυβερνητικούς οργανισμούς, όσον αφορά την προτεραιότητα, τα τιμολόγια και φόρους για το ταχυδρομείο και για κάθε μέσο τηλεπικοινωνιών, στο μέτρο που μια τέτοια μεταχείριση συμβιβάζεται με οποιεσδήποτε άλλες διεθνείς συμβάσεις στις οποίες το υπόψη Μέρος του Πρωτοκόλλου έχει προσχωρήσει.

2) Όσον αφορά τις επίσημες επικοινωνίες του, ο EUTELSAT μπορεί να χρησιμοποιήσει κάθε κατάλληλο μέσο επικοινωνίας, συμπεριλαμβανομένων κρυπτογραφικών ή κωδικοποιημένων μηνυμάτων.

Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν επιβάλλουν κανέναν περιορισμό στις επίσημες επικοινωνίες του EUTELSAT, ούτε και στη διανομή των επίσημων δημοσιεύσεών του.

Καμία λογοκρισία δεν ασκείται στις εν λόγω επικοινωνίες και δημοσιεύσεις.

3) Η εγκατάσταση και χρήση από τον EUTELSAT επί του εδάφους ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου ενός σταθμού ραδιοεπικοινωνιών επιτρέπονται και γίνονται στο πλαίσιο της νομοθεσίας που ισχύει στος έδαφος του υπόψη Μέρους.

Άρθρο 7
Εκπρόσωποι των Μερών

1) Οι Εκπρόσωποι των Μερών στη Σύμβαση απολαμβάνουν, όσο διαρκεί η άσκηση των επίσημων καθηκόντων τους και κατά τη διάρκεια των ταξιδιών τους προς και από τον τόπο όπου ασκούν τα καθήκοντά τους, τα ακόλουθα προνόμια ή ασυλίες:

α) ασυλία σε περίπτωση σύλληψης ή κράτησης και εξαίρεση από την κατάσχεση των προσωπικών τους αποσκευών, εκτός της περιπτώσεως σοβαρού εγκλήματος ή αυτόφωρου αδικήματος,

β) ετεροδικία, ακόμη και μετά το πέρας της αποστολής τους για τις πράξεις τους, συμπεριλαμβανομένου του γραπτού και προφορικού λόγου, κατά την εκτέλεση των επίσημων καθηκόντων τους. Αυτή η ασυλία δεν ισχύει όμως σε περίπτωση αγωγής ενώπιον των πολιτικών δικαστηρίων, εγερθείσης υπό τρίτου για ζημίες προκύπτουσες από ατύχημα που προκλήθηκε από αυτοκίνητο όχημα ή άλλο μεταφορικό μέσο που ανήκει ή οδηγείται από έναν εκπρόσωπο ή στην περίπτωση παράβασης του Κώδικα Οδικής Κυκλοφορίας στην οποία αναμείχθηκε το υπόψη όχημα και οδηγείτο από αυτόν,

γ) απαραβίαστο όλων των επίσημων κειμένων και εγγράφων που αναφέρονται στις επίσημες αρμοδιότητες του EUTELSAT,

δ) απαλλαγή από τα περιοριστικά μέτρα σχετικά με τη μετανάστευση και τις διαδικασίες εγγραφής αλλοδαπών,

ε) ίδια μεταχείριση, όσον αφορά τους νομισματικούς και συναλλαγματικούς ελέγχους, με εκείνη που παρέχεται στους εκπροσώπους αλλοδαπών Κυβερνήσεων σε προσωρινή επίσημη αποστολή,

στ) ίδια μεταχείριση, όσον αφορά τον τελωνειακό έλεγχο των προσωπικών τους αποσκευών, με αυτή που παρέχεται στους εκπροσώπους αλλοδαπών Κυβερνήσεων, που βρίσκονται σε προσωρινή επίσημη αποστολή.

2) Οι διατάξεις της παραγράφου 1) δεν εφαρμόζονται στις σχέσεις ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου και των εκπροσώπων του. Επιπλέον, οι διατάξεις των υποπαραγράφων α), δ), ε) και στ) της παραγράφου 1) δεν εφαρμόζονται στις σχέσεις μεταξύ ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου και των υπηκόων του ή των μόνιμων κατοίκων του.

Άρθρο 8
Εκπρόσωποι των Συμβαλλομένων

1) Οι εκπρόσωποι των Συμβαλλομένων απολαμβάνουν, κατά τη διάρκεια της ασκήσεως των επίσημων καθηκόντων τους στα πλαίσια των δραστηριοτήτων του EUTELSAT και κατά τη διάρκεια των ταξιδιών τους από ή προς τον τόπο της εργασίας τους, τα ακόλουθα προνόμια και ασυλίες:

α) ετεροδικία, ακόμη και μετά το τέλος της αποστολής τους, για τις πράξεις τους, συμπεριλαμβανομένου του γραπτού και προφορικού λόγου, κατά την εκτέλεση των επίσημων καθηκόντων τους. Αυτή η ασυλία δεν ισχύει όμως σε περίπτωση αγωγής ενώπιον των πολιτικών δικαστηρίων, εγερθείσης υπό τρίτου για ζημίες προκύπτουσες από ατύχημα που προκλήθηκε από αυτοκίνητο όχημα ή άλλο μεταφορικό μέσο, που ανήκει ή οδηγείται από έναν αντιπρόσωπο ή στην περίπτωση παράβασης του Κώδικα Οδικής Κυκλοφορίας, στην οποία αναμείχθηκε το υπόψη όχημα και οδηγείται από αυτόν,

β) απαραβίαστο όλων των επίσημων κειμένων και εγγράφων που αναφέρονται στις επίσημες δραστηριότητες του EUTELSAT,

γ) απαλλαγή από τα μέτρα σχετικά με τη μετανάστευση και τις διαδικασίες εγγραφής αλλοδαπών.

2) Οι διατάξεις της παραγράφου 1) δεν εφαρμόζονται στις σχέσεις μεταξύ ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου και του εκπροσώπου του Συμβαλλομένου που ορίσθηκε από αυτό. Επιπλέον, οι διατάξεις της υποπαραγράφου γ) της παραγράφου 1) δεν εφαρμόζονται στις σχέσεις μεταξύ ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου και των υπηκόων του ή των μόνιμων κατοίκων του.

Άρθρο 9
Μέλη του Προσωπικού

1) Τα Μέλη του Προσωπικού απολαμβάνουν τα ακόλουθα προνόμια και ασυλίες:

α) ετεροδικία, ακόμη και όταν έχουν αποχωρήσει από τον EUTELSAT, για τις πράξεις τους, συμπεριλαμβανομένου του γραπτού και προφορικού λόγου κατά την εκτέλεση των επίσημων καθηκόντων τους. Αυτή η ασυλία δεν ισχύει όμως σε περίπτωση αγωγής ενώπιον των πολιτικών δικαστηρίων, εγερθείσης υπό τρίτου για ζημιές προκύπτουσες από ατύχημα που προκλήθηκε από αυτοκίνητο όχημα ή άλλο μεταφορικό μέσο, που ανήκει ή οδηγείται από μέλος του προσωπικού ή στην περίπτωση παράβασης του Κώδικα Οδικής Κυκλοφορίας, στην οποία αναμείχθηκε το υπόψη όχημα και οδηγείτο από αυτό,

β) απαλλαγή, για τους ίδιους και τα μέλη της οικογένειάς τους, από κάθε υποχρέωση σχετική με εθνική υπηρεσία, συμπεριλαμβανομένης της στρατιωτικής υπηρεσίας,

γ) απαραβίαστο όλων των επίσημων κειμένων και εγγράφων που αναφέρονται στις επίσημες δραστηριότητες του EUTELSAT,

δ) απαλλαγή, για τους ίδιους και τα μέλη της οικογένειάς τους, από μέτρα σχετικά με τη μετανάστευση και τις διαδικασίες εγγραφής αλλοδαπών.

ε) ίδια μεταχείριση, όσον αφορά τους νομισματικούς και συναλλαγματικούς ελέγχους, με εκείνη που γενικά παρέχεται στα μέλη του προσωπικού διακυβερνητικών οργανισμών,

στ) ίδιες διευκολύνσεις επαναπατρισμού σε περιόδους διεθνών κρίσεων, για τους ίδιους και για τα μέλη της οικογένειάς τους, με αυτές που παρέχονται στα μέλη του προσωπικού διακυβερνητικών οργανισμών,

ζ) δικαίωμα εισαγωγής αδασμολόγητα στο έδαφος κάθε Μέρους του Πρωτοκόλλου των επίπλων και των προσωπικών τους ειδών, συμπεριλαμβανομένου ενός αυτοκινήτου, με την ευκαιρία αναλήψεως των καθηκόντων τους στο έδαφος του υπόψη Κράτους και δικαίωμα εξαγωγής των αντικειμένων αδασμολόγητα κατά το χρόνο περατώσεως των καθηκόντων τους, σύμφωνα και στις δύο περιπτώσεις με τους νόμους και τους κανονισμούς που έχουν εγκριθεί από το υπόψη Κράτος.

Πάντως, τα εμπορεύματα που έχουν απαλλαγεί δυνάμει των διατάξεων της παρούσας υποπαραγράφου δεν μπορούν να εκχωρούνται, εκμισθούνται ή δανείζονται οριστικά ή προσωρινά ή να πωλούνται, παρά μόνο σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς που προαναφέρθηκαν.

2) Οι μισθοί και οι απολαβές που καταβάλλονται στα Μέλη του Προσωπικού από τον EUTELSAT απαλλάσσονται από κάθε φόρο εισοδήματος από την ημερομηνία που αυτά τα μέλη του προσωπικού υπάγονται σε φόρο που τους επιβάλλεται από τον EUTELSAT στους μισθούς και τις απολαβές τους για δικό του λογαριασμό.

Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου μπορούν να λαμβάνουν υπόψη τους παραπάνω μισθούς και απολαβές για τον υπολογισμό του ύψους του επιβαλλόμενου φόρου για εισοδήματα προερχόμενα από άλλες πηγές.

Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν υποχρεούνται να παρέχουν απαλλαγές από το φόρο εισοδήματος στις συντάξεις και τα ποσά που καταβάλλονται στα πρώην μέλη του προσωπικού.

3) Δεδομένου ότι τα μέλη του προσωπικού καλύπτονται από το σύστημα κοινωνικής ασφάλισης του EUTELSAT που προσφέρει επαρκείς παροχές, ο EUTELSAT και τα μέλη του προσωπικού του απαλλάσσονται οποιωνδήποτε υποχρεωτικών εισφορών υπέρ εθνικών συστημάτων κοινωνικής ασφάλισης, με την επιφύλαξη ότι έχουν συναφθεί συμφωνίες με το υπόψη Μέρος του Πρωτοκόλλου, σύμφωνα με το Άρθρο 21 του παρόντος Πρωτοκόλλου ή με την επιφύλαξη άλλων σχετικών διατάξεων που ισχύουν στο έδαφος αυτού του Μέρους του Πρωτοκόλλου.

Αυτή η απαλλαγή δεν εμποδίζει την εθελοντική συμμετοχή σε εθνικό σύστημα κοινωνικής ασφάλισης, σύμφωνα με τη νομοθεσία του υπόψη Μέρους του Πρωτοκόλλου.

Επιπλέον, δεν υποχρεώνει ένα Μέρος του Πρωτοκόλλου να καταβάλει παροχές από προγράμματα κοινωνικής ασφάλισης, στα μέλη του προσωπικού που απαλλάσσονται με την εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας παραγράφου και που δεν συμμετέχουν εθελοντικά όπως προαναφέρθηκε.

4) Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν υποχρεούνται να παρέχουν τα προνόμια και τις απαλλαγές, που αναφέρονται στις υποπαραγράφους β), δ), ε), στ) και ζ) της παραγράφου 1), στους υπηκόους τους ή στους μόνιμους κατοίκους τους.

Άρθρο 10
Γενικός Διευθυντής

1) Εκτός από τα προνόμια και τις ασυλίες που παρέχονται στα μέλη του προσωπικού του Άρθρου 9 του παρόντος Πρωτοκόλλου, ο Γενικός Διευθυντής απολαμβάνει:

α) ασυλία σύλληψης και κράτησης, εκτός της περιπτώσεως αυτόφωρου αδικήματος,

β) ετεροδικία και ασυλία εκτελέσεως αστικών και διοικητικών αποφάσεων, που παρέχεται στους διπλωματικούς υπαλλήλους και ποινική ετεροδικία. Αυτές οι ασυλίες δεν ισχύουν όμως σε περίπτωση αγωγής ενώπιον των πολιτικών δικαστηρίων, εγερθείσης υπό τρίτου για ζημιές προκύπτουσες από ατύχημα που προκλήθηκε από αυτοκίνητο όχημα ή άλλο μεταφορικό μέσο που του ανήκει ή που οδηγείται από αυτόν ή στην περίπτωση παράβασης του Κώδικα Οδικής Κυκλοφορίας, στην οποία αναμείχθηκε το υπόψη όχημα και οδηγείτο από αυτόν, με την επιφύλαξη των διατάξεων της υποπαραγράφου α' ανωτέρω,

γ) ίδια μεταχείριση, όσον αφορά τον τελωνειακό έλεγχο των προσωπικών του αποσκευών με αυτόν που παρέχεται στους διπλωματικούς υπαλλήλους.

2) Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν είναι υποχρεωμένα να παρέχουν τις ασυλίες και τη μεταχείριση που αναφέρονται σε αυτό το Άρθρο στους υπηκόους τους ή στους μόνιμους κατοίκους τους.

Άρθρο 11
Εμπειρογνώμονες

1) Οι εμπειρογνώμονες, όσο διαρκεί η άσκηση των καθηκόντων τους που αφορούν τον EUTELSAT και κατά τη διάρκεια των ταξιδίων τους από και προς τον τόπο της αποστολής τους, απολαμβάνουν τα ακόλουθα προνόμια και ασυλίες:

α) ετεροδικία, ακόμη και μετά το τέλος της αποστολής τους, για τις πράξεις τους συμπεριλαμβανομένου του γραπτού και προφορικού λόγου, που εκτελούνται από αυτούς κατά την άσκηση των επίσημων καθηκόντων τους.

Αυτή η ασυλία δεν ισχύει όμως σε περίπτωση αγωγής ενώπιον των πολιτικών δικαστηρίων, εγερθείσης υπό τρίτου για ζημιές προκύπτουσες από ατύχημα που προκλήθηκε από αυτοκίνητο όχημα ή άλλο μεταφορικό μέσο που ανήκει ή οδηγείται από εμπειρογνώμονα ή στην περίπτωση παράβασης του Κώδικα Οδικής Κυκλοφορίας, στην οποία αναμείχθηκε το υπόψη όχημα και οδηγείτο από αυτόν,

β) απαραβίαστο όλων των επίσημων κειμένων και εγγράφων που αναφέρονται στις επίσημες δραστηριότητες του EUTELSAT,

γ) ίδια μεταχείριση, όσον αφορά τους νομισματικούς και συναλλαγματικούς ελέγχους με αυτή που παρέχεται στα μέλη διακυβερνητικών οργανισμών,

δ) απαλλαγή από τα περιοριστικά μέτρα σχετικά με τη μετανάστευση και τις διαδικασίες εγγραφής αλλοδαπών.

2) Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν είναι υποχρεωμένα να παραχωρούν τα προνόμια και ασυλίες που αναφέρονται στις υποπαραγράφους γ' και δ' της παραγράφου 1) στους υπηκόους τους και τους μόνιμους κατοίκους τους.

Άρθρο 12
Διαιτητές και άλλα πρόσωπα που συμμετέχουν στις Διαδικασίες Διαιτησίας

Κάθε φορά που μια διαφορά υποβάλλεται σε διαιτησία, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου XX της Σύμβασης, τα προνόμια και οι ασυλίες που παρέχονται για διαιτητές και άλλα πρόσωπα που συμμετέχουν στις διαδικασίες της διαιτησίας καθορίζονται από ειδική συμφωνία μεταξύ των μερών της διαιτησίας και του Μέρους στου οποίου το έδαφος λαμβάνουν χώρα οι διαδικασίες της διαιτησίας.

Άρθρο 13
Κοινοποίηση των ονομάτων των Μελών του Προσωπικού και των Εμπειρογνωμόνων

Ο Γενικός Διευθυντής πληροφορεί το Μέρος του Πρωτοκόλλου όταν ένα μέλος του προσωπικού ή ένας εμπειρογνώμων αναλαμβάνει ή εγκαταλείπει τα καθήκοντά του στο έδαφος αυτού του Μέρους.

Επιπλέον, ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί περιοδικά σε όλα τα Μέρη της Σύμβασης τα ονόματα και τις εθνικότητες των μελών του προσωπικού, για τα οποία εφαρμόζονται οι διατάξεις του Άρθρου 9 του παρόντος Πρωτοκόλλου.

Άρθρο 14
Παραίτηση

1) Τα προβλεπόμενα στο παρόν Πρωτόκολλο προνόμια και ασυλίες παρέχονται στα άτομα που ευνοούνται όχι για προσωπικό τους όφελος αλλά με σκοπό την αποτελεσματική εκτέλεση των καθηκόντων τους.

2) Όταν τα προνόμια και οι ασυλίες παρεμποδίζουν το έργο της δικαιοσύνης και στις περιπτώσεις που μπορούν να αρθούν χωρίς να επιφέρουν επιπτώσεις στους σκοπούς για τους οποίους έχουν παραχωρηθεί, οι αρχές που αναφέρονται κατωτέρω έχουν το δικαίωμα και την υποχρέωση να άρουν αυτά τα προνόμια και ασυλίες:

α) Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου για τους αντιπροσώπους τους και τους αντιπροσώπους των Συμβαλλομένων τους,

β) Η Συνέλευση των Μερών του EUTELSAT, εφόσον χρειαστεί συγκαλούμενη σε έκτακτη σύνοδο, για ό,τι αφορά τον EUTELSAT,

γ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων του EUTELSAT για το Γενικό Διευθυντή,

δ) Ο Γενικός Διευθυντής για τα μέλη του προσωπικού και τους εμπειρογνώμονες.

Άρθρο 15
Είσοδος, Διαμονή και Έξοδος

Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου παίρνουν όλα τα κατάλληλα μέτρα για να διευκολύνουν την είσοδο, διαμονή και έξοδο των αντιπροσώπων, των μελών του προσωπικού και των εμπειρογνωμόνων.

Άρθρο 16
Τήρηση των Νόμων και Κανονισμών

Ο EUTELSAT και όλα τα πρόσωπα που ευνοούνται με προνόμια και ασυλίες, σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο, τηρούν τους νόμους και τους κανονισμούς των Μερών του Πρωτοκόλλου και συνεργάζονται συνεχώς με τις αρμόδιες αρχές των Μερών, ώστε να εξασφαλίζεται η τήρηση των νόμων και των κανονισμών τους και να εμποδίζεται κάθε κατάχρηση των προνομίων και ασυλιών που προβλέπονται από το παρόν Πρωτόκολλο.

Άρθρο 17
Ασφάλεια

Κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου διατηρεί το δικαίωμα να λαμβάνει οποιαδήποτε μέτρα κρίνει αναγκαία για την ασφάλειά του.

Άρθρο 18
Ρύθμιση διαφορών

Κάθε διαφορά μεταξύ του EUTELSAT και ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου ή μεταξύ δύο ή περισσότερων Μερών, σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή του παρόντος Πρωτοκόλλου, που δεν διευθετείται με διαπραγματεύσεις, μετά από αίτηση οποιουδήποτε μέρους της διαφοράς, υποβάλλεται σε διαιτησία, σύμφωνα με το Άρθρο XX και το Παράρτημα Β της Σύμβασης.

Άρθρο 19
Όρος Διαιτησίας στα Γραπτά Συμβόλαια

Κατά το χρόνο σύναψης των γραπτών συμβολαίων, εκτός από αυτά που συνομολογούνται σύμφωνα με τους κανονισμούς του προσωπικού ή εκείνα για τα οποία ο Γενικός Διευθυντής παραιτήθηκε ρητά από την ετεροδικία του EUTELSAT, ο EUTELSAT είναι υποχρεωμένος να προβλέπει την προσφυγή στη διαιτησία.

Ο όρος της διαιτησίας παρέχει ένα μέσο για να καθιστά εφαρμόσιμους το νόμο και τη δικονομία, τη σύνθεση του δικαστηρίου, τον τρόπο του ορισμού των διαιτητών και την έδρα του δικαστηρίου.

Η εκτέλεση της απόφασης της διαιτησίας διέπεται από τους κανόνες που ισχύουν στο Κράτος στο έδαφος του οποίου θα γίνει η διαιτησία.

Άρθρο 20
Διακανονισμός διαφορών σχετικών με Ζημίες με μη Συμβατική Ευθύνη ή με Μέλη του Προσωπικού ή Εμπειρογνώμονες

Κάθε Μέρος της Σύμβασης μπορεί να υποβάλλει σε διαιτησία, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου XX και του Παραρτήματος Β της Σύμβασης, κάθε διαφορά:

α) σχετική με ζημία που προκλήθηκε από τον EUTELSAT,

β) που περιλαμβάνει οποιαδήποτε μη συμβατική ευθύνη του EUTELSAT,

γ) στην οποία αναμείχθηκε ένα μέλος του προσωπικού ή ένας εμπειρογνώμων, για την οποία ο ενδιαφερόμενος μπορεί να επικαλεστεί την ετεροδικία, εάν αυτή δεν έχει αρθεί.

Άρθρο 21
Συμπληρωματικές Συμφωνίες

Ο EUTELSAT μπορεί να συνάπτει με κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου συμπληρωματικές συμφωνίες ή άλλες ρυθμίσεις, προκειμένου να υλοποιήσει τις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου όσον αφορά το υπόψη Μέρος ή ακόμη για την εξασφάλιση της αποδοτικής λειτουργίας του EUTELSAT.

Άρθρο 22
Υπογραφή, Επικύρωση, Προσχώρηση και Επιφυλάξεις

1) Το παρόν Πρωτόκολλο ανοίγει για υπογραφή στο Παρίσι από 13 Φεβρουαρίου 1987 έως 31 Δεκεμβρίου 1987.

2) Όλα τα Μέρη της Σύμβασης, εκτός του Μέρους της έδρας, μπορούν να γίνουν Μέρη του παρόντος Πρωτοκόλλου με:

α) υπογραφή χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή

β) υπογραφή με επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης, ακολουθούμενη από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση ή

γ) προσχώρηση.

3) Η επικύρωση, αποδοχή, έγκριση ή προσχώρηση πραγματοποιείται με την κατάθεση του κατάλληλου εγγράφου ενώπιον του θεματοφύλακα, όπως ορίζεται στο Αρθρο 25 του παρόντος Πρωτοκόλλου.

4) Μπορούν να διατυπωθούν επιφυλάξεις για το παρόν Πρωτόκολλο, σύμφωνα με το Διεθνές Δίκαιο και μπορούν να αποσυρθούν ανά πάσα στιγμή με μια δήλωση απευθυνόμενη για αυτόν το σκοπό στο θεματοφύλακα.

Άρθρο 23
Θέση σε ισχύ και Διάρκεια του Πρωτοκόλλου

1) Το παρόν Πρωτόκολλο ισχύει από την 30ή ημέρα μετά την ημερομηνία από την οποία πέντε Μέρη της Σύμβασης πληρούν τις προϋποθέσεις που προβλέπονται στο Άρθρο 22, παράγραφος 2 του παρόντος Πρωτοκόλλου.

2) Το παρόν Πρωτόκολλο παύει να ισχύει από τη στιγμή που η Σύμβαση παύει να ισχύει.

Άρθρο 24
Θέση σε ισχύ και Διάρκεια για ένα Κράτος

1) Αφού έχει τεθεί σε ισχύ το παρον Πρωτόκολλο, ισχύει για ένα Κράτος που πληροί τις προϋποθέσεις του Άρθρου 22, παράφραφος 2 του παρόντος Πρωτοκόλλου, την 30ή ημέρα μετά την ημερομηνία υπογραφής χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή κατάθεσης εγγράφου επικύρωσης, αποδοχης, εγκρισης ή προσχώρησης προς το θεματοφύλακα.

2) Κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου μπορεί να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο απευθύνοντας έγγραφη ανακοίνωση στο θεματοφύλακα.

Η καταγγελία ισχύει δώδεκα (12) μήνες μετά την ημερομηνία που ο θεματοφύλακας έλαβε την ανακοίνωση ή κατά τη λήξη οποιασδήποτε μεγαλύτερης περιόδου που μπορεί να προσδιορίζεται στην ανακοίνωση.

3) Ένα Μέρος του Πρωτοκόλλου παύει να είναι Μέρος αυτού, από την ημερομηνία από την οποία παύει να είναι Μέρος της Σύμβασης.

Άρθρο 25
Θεματοφύλακας

1) Ο Γενικός Διευθυντής είναι ο θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου.

2) Ο θεματοφύλακας πληροφορεί, ξεχωριστά, κάθε Μέρος της Σύμβασης το συντομότερο:

α) για κάθε υπογραφή του παρόντος Πρωτοκόλλου,

β) για κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

γ) για την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ του παρόντος Πρωτοκόλλου,

δ) για την ημερομηνία από την οποία ένα Κράτος παύει να είναι Μέρος του παρόντος Πρωτοκόλλου,

ε) για οποιεσδήποτε άλλες επικοινωνίες σχετικές με το παρόν Πρωτόκολλο

3) Με τη θέση σε ισχύ του παρόντος Πρωτοκόλλου, ο θεματοφύλακας διαβιβάζει ένα επικυρωμένο αντίγραφο στη Γραμματεία του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών για καταχώριση και δημοσίευση, σύμφωνα με το Άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 26
Έγκυρα Κείμενα

Το παρόν Πρωτόκολλο συντάσσεται σε ένα πρωτότυπο στην αγγλική και γαλλική γλώσσα, τα δύο αυτά κείμενα είναι εξίσου έγκυρα και κατατίθενται στο θεματοφύλακα, ο οποίος διαβιβάζει από ένα επικυρωμένο αντίγραφο σε όλα τα Μέρη της Σύμβασης.

Σε πιστοποίηση των ανωτέρω, οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι γι' αυτόν το σκοπό από τις αντίστοιχες κυβερνήσεις τους, υπέγραψαν τον παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Παρίσι τη 13η Φεβρουαρίου 1987.

Άρθρο δεύτερο

Η διάταξη της περίπτωσης β' της παραγράφου 1 του άρθρου 9 του Πρωτοκόλλου δεν εφαρμόζεται στους ημεδαπούς.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 22 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 21 Ιανουαρίου 1995

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
ΓΕΡ. ΑΡΣΕΝΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Κ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
Α. ΤΣΟΥΡΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 23 Ιανουαρίου 1995

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Γ. ΚΟΥΒΕΛΑΚΗΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας : 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR
FAX : 5234312

Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.00'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Σολωμού 51 τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 100. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 150, από 17 έως 24 δρχ. 200

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 50 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531		Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512
Η ετήσια συνδρομή είναι:		Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ. 20.000	Δρχ. 1.000
β) » » » Β'	» 40.000	» 2.000
γ) » » » Γ'	» 10.000	» 500
δ) » » » Δ'	» 40.000	» 2.000
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	» 25.000	» 1.250
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	» 10.000	» 500
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	» 5.000	» 250
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	» 10.000	» 500
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	» 3.000	» 150
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	» 210.000	» 10.500
ια) Για όλα τα Τεύχη εκτός ΤΑΕ-ΕΠΕ	» 110.000	» 5.500

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320